



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

2022-23 Étude de suivi annuelle d'IRCC recherche qualitative

Rapport final

Préparé pour Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Nom du fournisseur : Quorus Consulting Group Inc.

Numéro du contrat : CW2247599

Valeur du contrat : 119 723,50 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution : 14 novembre 2022

Date de livraison : Mars 2023

Numéro d'enregistrement : POR 077-22

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec IRCC à

IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca

This report is also available in English.

2022-23 Étude de suivi annuelle d'IRCC recherche qualitative Rapport final

Nom du fournisseur : Quorus Consulting Group Inc.
Mars 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de 18 groupes de discussion en ligne menés par Quorus Consulting Group Inc. pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada entre le 23 janvier et le 6 février 2023.

This publication is also available in English under the title: *2022–2023 IRCC Annual Tracking Qualitative Research - Final Report*

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca ou à l'adresse suivante :

Direction générale des communications
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Tour Jean-Edmonds Sud
365, avenue Laurier Ouest
Ottawa (ON) K1A 1L1

Numéro de catalogue : Ci4-183/2-2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-49705-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 077-22) :

Numéro de catalogue : Ci4-183/2-2023E-PDF (Rapport final, anglais)

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-49704-4

Droits d'auteur : Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, 2023



Table des matières

RÉSUMÉ	4
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	4
MÉTHODOLOGIE.....	4
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS.....	5
RÉSULTATS DE RECHERCHE DÉTAILLÉS	12
ENJEUX DE PREMIER ORDRE.....	12
NIVEAUX D'IMMIGRATION	14
CIBLES CROISSANTES.....	17
PLANIFICATION D'UN PLUS GRAND NOMBRE DE RÉSIDENTS PERMANENTS	18
REMÉDIER AUX PÉNURIES DE MAIN-D'ŒUVRE	20
PROJET PILOTE SUR LA VOIE D'ACCÈS À LA MOBILITÉ ÉCONOMIQUE.....	23
IMMIGRATION FRANCOPHONE	25
COMMUNAUTÉS ACCUEILLANTES.....	27
EXPÉRIENCES DES NOUVEAUX ARRIVANTS.....	32
SOUTENIR LE PEUPLE UKRAINIEN ET L'AUTORISATION DE VOYAGE D'URGENCE ENTRE LE CANADA ET L'UKRAINE	36
ANNEXES	44
ANNEXE 1 – MÉTHODOLOGIE	44
ANNEXE 2 – INSTRUMENTS QUALITATIFS	49

Résumé

Contexte et objectifs de l'étude

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) mène un programme de recherche en continu pour s'assurer qu'il comprend bien les attitudes des Canadiens envers les enjeux liés à l'immigration, aux réfugiés et à la citoyenneté.

Les objectifs de recherche de cette étude comprennent l'évaluation des perceptions des Canadiens à l'égard :

- des niveaux d'immigration
- des retombées de l'immigration au Canada
- des services offerts par IRCC aux clients et au grand public
- du système d'immigration du Canada et de ses priorités
- de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivants

IRCC utilisera la recherche pour étudier les sentiments sous-jacents sur lesquels repose un large éventail de perceptions liées à l'immigration, en atténuant les risques potentiels associés au maintien d'une information inadéquate sur les attitudes des Canadiens.

Méthodologie

Le projet de recherche comprenait 18 groupes de discussion en ligne que Quorus a menés entre le 23 janvier et le 6 février 2023. Chaque séance a duré environ 105 minutes. Les participants ont été recrutés dans l'ensemble du pays, dans les régions urbaines et les petites collectivités, y compris celles qui participent au Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord (PPICRN) et à l'initiative Communautés francophones accueillantes. En plus des groupes de la population générale (adultes canadiens de 18 ans ou plus), les publics cibles étaient les nouveaux arrivants au Canada qui sont arrivés depuis 2012 et les peuples autochtones du Canada. Quinze groupes ont été tenus en anglais et trois en français. Au total, 122 personnes ont participé.

Résumé des conclusions

Enjeux de premier ordre

Même si les nouvelles sur l'immigration n'étaient pas au premier plan des préoccupations pour la plupart des participants, certains sujets ont été mentionnés, notamment :

- l'annonce du gouvernement du Canada au sujet des nouveaux niveaux d'immigration, y compris l'objectif de 500 000 immigrants par année et le lien avec la pénurie de main-d'œuvre au Canada
- l'afflux d'Ukrainiens au cours de la dernière année depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie
- les réfugiés afghans
- les arriérés de demandes d'immigration et les délais d'attente pour les demandeurs
- les demandeurs d'asile au chemin Roxham (au Québec)

Niveaux d'immigration

On a présenté aux participants le nombre de résidents permanents que le Canada prévoit admettre au cours des prochaines années, ainsi que le pourcentage de la population canadienne que ces chiffres représentent. La plupart des répondants n'avaient aucun problème avec les chiffres et estimaient qu'ils étaient généralement raisonnables.

Quant aux raisons pour lesquelles ils pensaient que le Canada augmentait ses cibles, les principales théories avancées étaient les suivantes :

- pour combler les pénuries de main-d'œuvre
- pour aider à régler les problèmes causés par le vieillissement de la population canadienne
- pour accroître l'assiette fiscale à la baisse du Canada
- pour contrer un faible taux de natalité et une population naturellement en déclin

Les participants ont dit que leurs collectivités doivent planifier en vue d'accueillir plus d'immigrants et plus de résidents permanents. Ils ont relevé diverses situations observées autour d'eux et qui, selon eux, doivent être réglées, notamment :

- les pénuries de logements abordables
- l'augmentation du coût de la vie

- les infrastructures et le transport (y compris le transport en commun)
- le système de soins de santé (accès et pénuries de personnel et de financement dans tous les domaines)
- le système d'éducation (plus de soutien pour les nouveaux arrivants)

Par ailleurs, les participants ont signalé qu'il devrait y avoir un plan pour encourager les nouveaux immigrants à s'établir partout au pays et pour assurer une meilleure reconnaissance des titres de compétence étrangers.

Au cours des discussions sur les compétences, les études ou l'expérience particulières sur lesquelles le Canada devrait mettre l'accent pour attirer et admettre de nouveaux résidents permanents, les réponses étaient souvent liées aux questions soulevées lors de la discussion précédente, les soins de santé et les métiers spécialisés étant les deux domaines les plus souvent mentionnés.

Il y avait aussi un vaste appui envers l'inclusion de personnes qui n'ont pas de compétences ou d'études spécialisées pour combler les pénuries de main-d'œuvre dans des industries comme l'agriculture, la main-d'œuvre non qualifiée, la restauration rapide et le commerce de détail. Cependant, certains participants ont mentionné que le coût de la vie est trop élevé pour que les gens puissent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille avec ce genre d'emploi et qu'il ne serait pas juste de croire que les nouveaux immigrants voudraient ou pourraient occuper ces emplois et bâtir un avenir prospère au Canada.

Le Projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique, qui aide les réfugiés de l'étranger qui ont des compétences et des qualifications à trouver un emploi au Canada et à immigrer de façon permanente au Canada à titre de travailleurs qualifiés, était généralement perçu comme un bon programme. C'était surtout perçu comme une situation où tout le monde est gagnant parce que cela aidait à la fois les réfugiés étrangers et le Canada. Comme le programme était peu connu, il y avait de nombreuses questions à clarifier, surtout à savoir si le Canada choisissait les réfugiés qualifiés plutôt que d'autres qui étaient peut-être aussi dans une situation très difficile.

Immigration francophone

Les participants ont reçu de l'information sur la Stratégie en matière d'immigration francophone du Canada, que personne ne connaissait ou à laquelle personne n'avait pensé auparavant. L'idée que la stratégie aiderait à rétablir ou à maintenir le poids démographique des francophones hors

Québec était comprise et généralement bien accueillie, compte tenu du caractère bilingue du Canada.

Cependant, certains ont fait remarquer que la langue ne devrait pas être le seul critère de sélection, tandis que d'autres étaient d'avis que, même si ces nouveaux immigrants parlent français, leur langue (ou leur accent) et leur culture seraient tout de même très différentes de celles des francophones qui vivent actuellement dans ces communautés. Parmi les participants du Québec, certains estimaient que bon nombre de non-francophones s'installaient actuellement au Québec et qu'il fallait aussi mettre l'accent sur l'établissement de francophones au Québec.

Communautés accueillantes

La plupart des participants étaient d'avis que les nouveaux immigrants font de leur collectivité un meilleur endroit où vivre, disant valoriser la diversité culturelle, l'apprentissage de nouvelles cultures et le fait qu'il s'agit de « la façon de faire canadienne ».

La plupart des participants avaient l'impression de vivre dans des villes, des villages ou des collectivités accueillantes. Cela signifie généralement que des efforts sont déployés pour apprendre à connaître les nouveaux arrivants et les soutenir, que ce soit au niveau individuel ou communautaire. La preuve en était souvent que leur communauté était diversifiée et exempte d'intolérance en général.

Cependant, on a l'impression que les grandes villes sont généralement plus accueillantes et plus ouvertes aux nouveaux arrivants que les petits centres.

Les participants estimaient que le rôle du gouvernement du Canada dans l'accueil des nouveaux arrivants est essentiellement administratif et qu'il devrait consister à appuyer les efforts locaux dirigés par la collectivité. Plus précisément, le gouvernement du Canada était considéré comme le bon intervenant pour fournir un soutien initial, comme de l'aide pour la documentation, les questions administratives et la recherche d'un emploi et d'un logement, et pour assurer une transition ou une introduction aux systèmes de soutien locaux ou communautaires, qu'il financerait, mais qu'il n'exploiterait pas. On a dit qu'il valait mieux laisser le volet d'accueil aux gens et aux organismes de la collectivité, puisqu'ils connaissent le mieux leur population, leurs services et leurs ressources.

Expériences des nouveaux arrivants

On a demandé aux nouveaux arrivants de témoigner de leurs expériences concernant les services qu'ils pouvaient avoir reçus après leur arrivée. Ceux qui avaient eu recours à ces services étaient généralement satisfaits et ont dit qu'ils leur avaient été utiles. Bon nombre de nouveaux arrivants n'avaient pas eu accès à ces services, souvent parce qu'ils recevaient du soutien de membres de leur famille et d'amis qui avaient déjà suivi le processus d'immigration.

Cela étant dit, les lacunes mentionnées étaient les suivantes :

- manque de soutien pour trouver un logement
- manque de soutien pour trouver un emploi, y compris pour la reconnaissance des titres de compétence et de l'expérience acquis à l'étranger
- manque d'aide concernant les finances, notamment pour comprendre le régime fiscal, les talons de paye ou les programmes gouvernementaux comme le REER
- manque d'aide pour s'orienter dans le système de santé

La principale raison pour laquelle les nouveaux immigrants se sont établis à l'endroit où ils se trouvaient, c'est parce qu'ils avaient déjà un lien là-bas, surtout des membres de leur famille ou des amis qui vivaient déjà à cet endroit et qui les ont appuyés pendant leur établissement. Les autres raisons mentionnées comprenaient les suivantes :

- avoir déjà un emploi ou un endroit où étudier
- un programme provincial
- l'hypothèse selon laquelle il s'agirait d'un endroit où il serait relativement facile de trouver un emploi
- le climat

Soutenir le peuple ukrainien et l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine

Le dernier sujet abordé était le fait que les Ukrainiens viennent au Canada depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Même si tous les participants étaient au courant de cette situation, quelques-uns seulement avaient entendu des nouvelles ou des faits nouveaux à ce sujet.

Les participants étaient en grande partie favorables à l'idée que le Canada accepte les Ukrainiens et leurs familles, y compris le fait que plus de 100 000 Ukrainiens et leurs familles étaient venus au Canada depuis l'invasion. C'était considéré comme la « bonne chose à faire » pour aider les personnes dans le besoin. Les participants ont expliqué que le Canada a beaucoup d'espace et qu'il y a déjà une importante diaspora ukrainienne capable de soutenir ses compatriotes.

L'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) était très peu connue. Une fois expliquée, cette approche a été généralement appuyée et considérée comme une bonne façon d'aider rapidement les personnes dans le besoin tout en veillant à ce qu'elles puissent « contribuer immédiatement » à leur arrivée au pays. Voici quelques questions qui ont été soulevées au sujet du programme :

- Comment déterminerait-on, ou qui déterminerait, à quel moment il serait sécuritaire de retourner en Ukraine?
- Les Ukrainiens qui ont bénéficié de cette initiative pourront-ils rester au Canada s'ils le veulent? Que se passerait-il si la guerre se poursuivait et que les réfugiés ukrainiens réussissaient à s'établir et à s'intégrer au Canada? Et si la reconstruction après la guerre était trop difficile?

En réponse à la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait mettre en place un programme spécial pour permettre aux Ukrainiens qui sont venus en tant que visiteurs de longue durée de rester en permanence, les commentaires étaient partagés et de nombreux participants ne savaient pas quelle était la meilleure façon de procéder. Certains ont dit qu'étant donné qu'ils relevaient d'un programme spécial, il devrait aussi y avoir un programme de suivi spécial pour ceux qui veulent rester. D'autres ont dit qu'ils devraient être assujettis aux voies d'accès habituelles pour les résidents temporaires s'ils veulent présenter une demande de résidence permanente ou de citoyenneté et que ce serait injuste pour d'autres personnes qui ont présenté une demande et qui attendent aussi — qu'il ne devrait pas être autorisé de contourner la file d'attente.

La plupart des participants ont déclaré qu'à l'avenir, le programme de visa de visiteur de longue durée devrait également s'appliquer à d'autres personnes qui vivent dans des zones de conflit armé ailleurs dans le monde. Encore une fois, c'était considéré comme la bonne chose à faire. Bien qu'il y ait eu un appui général à cet égard, certains ont dit que cela devrait être envisagé au cas par cas. D'autres ont fait valoir que le programme devrait être évalué en premier lieu, et que de meilleurs plans devraient être en place avant de l'appliquer de nouveau de la même façon.

Nom du fournisseur : Quorus Consulting Group Inc.

Numéro du contrat : CW2247599

Date d'attribution du contrat : 14 novembre 2022

Montant du contrat (TVH comprise) : 119 723,50 \$ (TVH comprise)

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec IRCC à IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca

Avis de non-responsabilité sur la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à obtenir des points de vue et une orientation plutôt que des mesures quantitatives que l'on peut extrapoler. Le but n'est pas de produire des « statistiques », mais d'entendre toute la gamme des opinions sur un sujet, de comprendre le langage utilisé par les participants, d'évaluer les degrés de passion et d'engagement et de tirer parti du pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leur opinion, que ce point de vue soit partagé ou non par d'autres.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes de recrutement spéciales utilisées et des objectifs de l'étude eux-mêmes, il est clair que le travail en cours est de nature exploratoire. Les conclusions ne sont pas et n'étaient pas censées être applicables à une population plus importante.

Plus précisément, il est inapproprié de laisser entendre ou de supposer que peu (ou beaucoup) d'utilisateurs du monde réel se comporteraient d'une certaine façon simplement parce que peu (ou beaucoup) de participants se sont comportés de cette façon pendant les séances. Ce genre de projection est strictement la prérogative de la recherche quantitative.

Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre d'agent principal de Quorus Consulting Group Inc., que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation du rendement d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rick Nadeau', is centered within a rectangular area with a light gray halftone background.

2 mars 2023

Rick Nadeau, président

Quorus Consulting Group Inc.

Résultats de recherche détaillés

Enjeux de premier ordre

Comme exercice d'ouverture, on a demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de l'immigration récemment. Même si ce n'était pas un sujet dont beaucoup avaient entendu parler, dans la plupart des groupes, un ou plusieurs participants se sont souvenus d'une annonce concernant les nouveaux niveaux d'immigration. Ceux qui ont mentionné des détails se souvenaient souvent du chiffre de 500 000 et du message selon lequel le Canada tente de combler les pénuries de main-d'œuvre par l'immigration. Certains ont également mentionné le vieillissement de la population en lien avec les nouvelles concernant les cibles annoncées récemment.

« J'ai entendu dire plus tôt ce mois-ci que le gouvernement fédéral veut établir des cibles pour permettre à un demi-million d'immigrants d'entrer au pays chaque année. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« La dernière chose dont j'ai entendu parler dans les nouvelles, c'est le plan visant à accueillir 500 000 immigrants... est-ce un nombre supplémentaire ou total... chaque année au cours des trois prochaines années et à accroître notre capacité d'accueillir des immigrants. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

« [...] l'immigration au Canada est endémique. Elle a augmenté par rapport aux années précédentes en raison de la pénurie de main-d'œuvre, alors je sais que le gouvernement cherche à accueillir plus d'étrangers au Canada à des fins liées au travail. » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

« J'ai beaucoup entendu parler du fait que le Canada a besoin de plus d'immigrants pour combler la pénurie de main-d'œuvre. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

D'autres ont mentionné l'afflux d'Ukrainiens au cours de la dernière année en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les nouvelles à ce sujet portaient souvent sur la façon dont les familles ukrainiennes s'installaient dans leurs communautés ou sur ce que les gens pouvaient faire pour les aider. La question de l'immigration des Afghans a également été soulevée,

particulièrement en ce qui a trait à la promesse du Canada de faire venir des gens de l’Afghanistan, qui apportait son lot de défis.

« [...] a du mal à faire venir des gens de l’Afghanistan... ce que nous avons promis, mais il semble y avoir beaucoup d’obstacles administratifs ridicules qui empêchent d’amener les gens en lieu sûr. » (Région du Grand Toronto – population générale)

Un autre sujet dont on a entendu parler dans les nouvelles, c’est celui des questions administratives liées à l’immigration. Par exemple, certains avaient lu au sujet des problèmes et des arriérés de demandes de passeport, des arriérés de demandes d’immigration et du fait que les demandeurs devaient attendre très longtemps. De plus, certains ont entendu parler de la difficulté qu’ont les nouveaux immigrants à trouver un emploi ou à faire reconnaître leurs titres de compétence étrangers au Canada. Il a aussi été question d’autoriser les étudiants étrangers à travailler plus d’heures qu’auparavant.

« Combien de temps faut-il aux personnes qui immigreront pour obtenir leurs documents? » (Ouest et Nord du Canada – Autochtones)

« Il y a beaucoup d’attention de la part des médias, certainement en Colombie-Britannique, au sujet des immigrants et de leur incapacité à trouver du travail, particulièrement dans le secteur des soins de santé. » (Petits centres de l’Ouest canadien – population générale)

« Récemment, il a été question des étudiants... des étudiants étrangers... qui peuvent travailler plus d’heures. » (Centres urbains de l’Alberta – population générale)

Au Québec et en Ontario, certains participants ont mentionné des nouvelles récentes au sujet des demandeurs d’asile au chemin Roxham.

« Ils parlaient du chemin Roxham. Je suppose qu’il y a plus de personnes qui ont traversé la frontière à cet endroit cette année. » (Petits centres de l’Ontario – population générale)

« Il y a le chemin Roxham qu’on entend beaucoup parler dans ce temps ici qui n’est pas bien loin. Les immigrants illégaux qui rentrent qu’on accueille au pays. » (Quebec smaller centres – general population)

Niveaux d'immigration

On a présenté aux participants le nombre de résidents permanents que le Canada prévoit admettre au cours des prochaines années, ainsi que le pourcentage de la population canadienne que ces chiffres représentent, de la façon suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son intention d'admettre 465 000 résidents permanents en 2023, ce qui représente près de 1,2 % de la population canadienne.

Ces cibles ont augmenté au cours des dernières années, non seulement en chiffres réels, mais aussi en proportion de la population :

- En 2019, la cible était de 330 000 (0,9 % de la population).
 - En 2023, la cible est de 465 000 (1,18 % de la population)
 - En 2025, la cible est de 500 000 (1,24 % de la population)
-

Pour la plupart, les participants étaient d'avis que ces chiffres et le fait qu'ils augmenteraient au fil du temps en proportion de la population étaient « logiques ».

Les personnes favorables aux niveaux proposés ont généralement exprimé l'avis que le Canada a besoin d'immigration pour diverses raisons et que, même si les chiffres peuvent sembler élevés, en pourcentage de la population, ils semblent très raisonnables.

« C'est correct pour moi... Les chiffres semblent élevés, mais ce ne sont pas vraiment des pourcentages élevés. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Je pense que c'est formidable, simplement parce que notre taux de croissance naturelle diminue et que nous devrions l'augmenter. Je suis certainement favorable à voir l'immigration augmenter. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

« Je pense que le Canada est un pays d'immigrants et que nous avons besoin de plus de gens. La population vieillit partout en Amérique du Nord, la taille des familles n'est plus ce qu'elle était, et les retraités comme moi ont besoin que vous, les jeunes, continuiez à travailler. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Bien pour moi, si on regarde le nombre comme de résidents permanents que le Canada voudrait recevoir, ça semble beaucoup, mais c'est comme en pourcentage, c'est une très petite partie de la population. » (Communautés francophones hors Québec – population générale)

De plus, certains ont dit que le Canada a beaucoup d'espace et qu'il pourrait probablement accueillir plus d'immigrants.

« Quand on regarde la population totale du Canada sur cet immense territoire, ça ne semble pas beaucoup. » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

À l'inverse, quelques participants ont dit que, même s'ils étaient généralement favorables à l'immigration, ils hésitaient à appuyer ces cibles. Ils s'inquiétaient souvent de la mesure dans laquelle les collectivités canadiennes sont prêtes à accueillir ce niveau d'immigration. Des préoccupations précises et ce que les collectivités doivent faire pour être en mesure d'accueillir davantage de nouveaux immigrants ont été le sujet d'une discussion approfondie plus tard au cours de la conversation. Quelques participants craignaient également que le gouvernement ne soit pas en mesure de traiter ce nombre de demandes de résidence permanente dans un délai raisonnable.

« Je pense que c'est trop, et trop rapidement. Nous n'y sommes pas préparés; nous ne sommes pas prêts. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Ce qui me préoccupe à ce sujet, c'est que nous sommes en quelque sorte dans une crise du logement. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Bien ma première réaction, c'est que c'est vraiment positif. En fait, je ne sais pas à quel point ça va combler une partie de l'écart de manque de travailleurs qu'on a, entre autres, parce que jusqu'en 2030, on ne s'en sort pas, on va être vraiment dans des problèmes au niveau de la main-d'œuvre. La question qui me vient en même temps avec ça, j'espère que parallèlement à ces ambitions-là, on prépare notre système de santé, système scolaire, nos habitations parce que c'est beau les accueillir, mais

en même temps, il faut avoir de la place pour eux, pour s'intégrer. » (Montréal – population générale)

« Ils acceptent beaucoup de demandes, mais ils n'ont pas les ressources nécessaires pour traiter toutes ces demandes à temps. Je pense que ce serait une difficulté et un arriéré pour le gouvernement lui-même et ses ressources. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« Bien premièrement, je ne suis pas contre l'immigration pantoute, mais d'une perspective au Nouveau-Brunswick, tu sais, avec le système d'éducation puis le système de santé, déjà qu'ils sont stressés pas mal, je suis inquiétée à propos des services que le monde vont recevoir, puis comment ça va affecter, tu sais, les médecins familiales, les écoles, tout ça. Donc, je me demande comment la qualité de nos services vont changer. » (Communautés francophones hors Québec – population générale)

Certains ont dit qu'ils avaient des questions ou qu'ils n'en savaient pas assez sur le sujet pour se faire une opinion. Ils ont notamment demandé si le Canada avait effectivement atteint ses cibles au cours des années précédentes et si les cibles incluaient des gens qui étaient déjà au Canada. Lorsqu'on lui a posé la question, le modérateur a répondu que ces chiffres comprennent les personnes qui demandent le statut de résident permanent à partir du Canada.

D'autres se sont demandé si ces nouveaux résidents permanents seraient « dispersés » un peu partout au pays ou s'ils finiraient par vivre dans les grandes villes, affirmant souvent qu'ils seraient plus favorables si toutes les régions du pays accueillaient ces nouveaux arrivants. Quelques-uns se sont également demandé si le Canada ciblerait des personnes ayant certaines qualifications ou s'il comblerait des pénuries de main-d'œuvre particulières, et combien d'entre elles seraient prêtes à se joindre à la population active.

« Quels types de personnes font une demande, est-ce que certaines de ces 500 000 personnes vont devenir médecins? Parce que ce serait fantastique. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Où allons-nous les encombrer, dans la RGT [région du Grand Toronto]? Ou bien allons-nous les disperser sur le vaste territoire que nous avons? » (Ouest et Nord du Canada – Autochtones)

« Le seul problème que j'ai, c'est que s'ils envoient tout à Montréal, Toronto, Vancouver, il n'y aura plus de place un moment donné puis déjà, on le voit à Toronto, Vancouver comment que c'est rendu cher, habiter. Montréal commence à devenir comme ça aussi. » (Petits centres du Québec – population générale)

« Qui sont ces immigrants? D'où viennent-ils? Qu'apportent-ils au pays? » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Bien moi, je pense que personnellement, mon opinion, c'est que ce n'est pas le nombre qui est important, je pense, c'est la qualité, la façon dont ces personnes-là sont intégrées à leur communauté. C'est ça qui est le plus important. Si l'intégration, elle se passe bien, le Canada, c'est un pays immense. Il y a de la place, il y a des ressources en masse. » (Petits centres du Québec – population générale)

Cibles croissantes

On a demandé aux participants de proposer une explication de l'augmentation des cibles du gouvernement du Canada. Les principales théories avancées étaient que cela aiderait à combler les pénuries de main-d'œuvre, à ralentir le vieillissement de la population canadienne, à accroître la capacité de notre population de soutenir un nombre élevé de retraités, à compenser la diminution de l'assiette fiscale du pays, son faible taux de natalité et sa population naturellement en déclin. Quelques-uns ont également fait remarquer que l'augmentation du nombre de réfugiés qui cherchent refuge en raison d'un conflit ou du climat pourrait expliquer l'augmentation des taux d'immigration.

« Je pense qu'il est sain d'accroître la population du pays parce que, dans l'ensemble, les taux de natalité dans le monde occidental sont en baisse, et nous avons besoin d'une bonne base pour soutenir l'économie et les futurs retraités, ainsi que leur retraite. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« J'ai l'impression que le gouvernement du Canada est à la recherche de travailleurs qualifiés. » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

« Il y a des entreprises qui ne peuvent pas trouver de travailleurs, et l'immigration vient avec l'expérience pour combler ces lacunes. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

« J’y pense du point de vue fiscal; plus il y a de personnes qui résident au Canada, plus il y a de personnes qui contribuent financièrement au régime. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« Mais il y a aussi le problème de la génération des baby-boomers qui commencent à quitter le travail. Et puis, je pense qu’il va y avoir un plus grand besoin de gens et de main-d’œuvre dans quelques années. Ça va être vraiment, comme on est déjà en pénurie, je pense, ça va être grave. » (Francophone communities outside of Quebec – general population)

Planification d’un plus grand nombre de résidents permanents

La plupart des participants ont convenu que leurs collectivités doivent planifier ou se préparer à accueillir plus d’immigrants. Le problème le plus souvent mentionné était le logement. Les participants ont soulevé ce défi, peu importe où ils vivaient au Canada. On a discuté de la question du point de vue de la pénurie de logements en général et du manque de logements abordables et de logements locatifs en particulier. Des participants de partout au pays ont également exprimé leur inquiétude à l’égard du nombre croissant de sans-abri dans leur collectivité.

« Je pense que la seule chose qui me vient à l’esprit, c’est la façon dont nous allons loger autant de gens, parce que le logement est déjà un problème. » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

« Les gens vivent dans la rue et meurent dans la rue parce qu’il n’y a pas de logement. Nous devons d’abord mettre de l’ordre dans nos propres affaires avant de pouvoir accueillir n’importe qui d’autre. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

Pour ce qui est de ce que les gouvernements pourraient faire précisément pour régler la crise du logement, les participants ont proposé un certain nombre de solutions possibles. Les suggestions comprenaient l’élimination des formalités administratives ou l’accélération des délais de traitement des permis, la dissuasion ou l’arrêt des investissements étrangers dans l’immobilier, l’amélioration des règles de contrôle des loyers, la répression du marché locatif à court terme, la possibilité pour les villes et les villages de s’étendre au-delà de leurs frontières actuelles, encourager la densification urbaine, construire et subventionner davantage de logements

abordables et encourager les gens à se lancer dans les métiers et à trouver des emplois dans le secteur de la construction.

Dans le même ordre d'idées, on a parlé du taux d'inflation et du coût de la vie qui est actuellement très élevé.

« Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Donc, une fois qu'ils arrivent ici, c'est une autre série de problèmes auxquels ils doivent faire face. » (Région du Grand Toronto – population générale)

De plus, des participants de partout au pays, y compris de grands ou de petits centres urbains, ont expliqué la nécessité d'accroître et de mieux financer le transport (en commun) et l'infrastructure, particulièrement en supposant que de nombreux nouveaux immigrants ne seraient pas nécessairement propriétaires d'une voiture ou ne pourraient pas vivre près de leur emploi. Certains ont exprimé le besoin de bâtir des collectivités plus complètes qui élimineraient la nécessité de voyager pour se rendre au travail, à l'école, à la garderie, aux magasins et aux services.

« En plus de la crise du logement, nous devons améliorer ce système de transport. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« L'augmentation rapide de la population exercera une pression considérable sur l'infrastructure au Canada. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

« Comme je viens d'une petite collectivité, je pense que le transport serait un autre élément important. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

On a souvent mentionné les problèmes du système de soins de santé, qui devront être réglés pour s'assurer que les collectivités sont prêtes à accueillir les nouveaux arrivants. On a dit que le sous-financement actuel et les pénuries de main-d'œuvre dans le système de soins de santé faisaient de l'accès à de bons soins un défi, qui serait exacerbé par les niveaux d'immigration proposés si ces problèmes ne sont pas réglés.

« Je travaille dans le secteur des soins de santé, alors mon exemple est celui des soins de santé, surtout ici à North Bay et pour la majeure partie du Nord de l'Ontario... nous n'avons pas assez de médecins... il y a une

énorme pénurie de ressources, alors je pense que c'est un facteur énorme à prendre en considération. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Je pense que le gouvernement devrait se concentrer sur les hôpitaux puisque plus d'immigrants vont venir... Bien sûr, ils devront consulter un médecin à un moment donné. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

D'autres ont demandé plus de soutien pour le système d'éducation, notamment en embauchant davantage d'enseignants de l'anglais langue seconde et en offrant d'autres formes de soutien en classe pour les nouveaux arrivants.

« Je pense au système d'éducation et à la façon dont nous le préparons à répondre aux besoins de tous ces enfants qui arrivent. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

Certains étaient d'avis qu'au moment de planifier ces niveaux d'immigration, il serait important d'établir les nouveaux arrivants partout au pays afin qu'ils ne se retrouvent pas tous dans les grandes villes et qu'ils n'ajoutent pas à ces défis de façon disproportionnée dans certaines régions par rapport à d'autres. À ce sujet, les participants ont mentionné que le gouvernement pourrait appuyer la création d'emplois partout au pays ou inciter les nouveaux arrivants à s'établir et à trouver du travail dans les petites collectivités.

« Il serait bon de créer autant d'emplois dans ces petites villes. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

Enfin, certains ont convenu qu'il reste du travail à faire pour améliorer la reconnaissance des titres de compétences étrangers, un sujet qui a refait surface plus tard au cours des séances, lorsque des pénuries de main-d'œuvre particulières ont été abordées.

Remédier aux pénuries de main-d'œuvre

Les participants ont généralement exprimé leur appui à l'idée d'essayer d'attirer des immigrants possédant des compétences, une éducation ou une expérience particulières pour aider à combler les pénuries de main-d'œuvre.

Lorsqu'on leur a demandé quelles compétences, études ou expériences le Canada devrait cibler pour attirer et admettre de nouveaux résidents permanents, le secteur des soins de santé a été mentionné le plus souvent.

« Je dirais certainement les soins de santé. Nous vieillissons tous; tous les baby-boomers vieillissent maintenant. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« Si nous pouvons inciter les gens qui ont une excellente formation à déménager ici et à travailler dans le domaine des soins de santé et qu'il y a un incitatif à cet égard, alors nous pourrions toujours prendre plus de médecins et d'infirmières, c'est certain. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

Souvent en lien avec la question du logement et de la nécessité de construire plus de maisons à court terme, beaucoup ont également mentionné qu'ils voyaient un besoin dans les métiers spécialisés. Les autres catégories mentionnées étaient les travailleurs des TI, les professionnels des services financiers, les agriculteurs et les travailleurs agricoles, les camionneurs et les personnes travaillant dans le domaine de l'éducation (y compris la formation linguistique).

« Les métiers, comme les électriciens, les mécaniciens, les plombiers. Il y a de moins en moins de gens qui veulent se lancer dans les métiers, alors ils seront certainement recherchés au cours des prochaines années, avec le vieillissement de la population. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Les métiers... une énorme pénurie en métiers spécialisés, qu'il s'agisse d'électriciens, de plombiers ou de charpentiers... ce sont les compétences que peu de gens veulent acquérir localement. [...] j'ai passé les 18 derniers mois à essayer d'embaucher trois personnes qualifiées, sans succès. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

« Il y a une pénurie de travailleurs agricoles partout dans les Prairies. » (Ouest et Nord du Canada – Autochtones)

Il y avait aussi un appui général pour faire venir des gens qui n'ont pas d'éducation ou de compétences spécialisées pour combler les pénuries de main-d'œuvre dans des industries

comme la restauration rapide et la vente au détail. Cependant, certains étaient d'avis qu'il n'était pas « correct » d'attirer des gens pour occuper ces emplois relativement peu rémunérés, étant donné que leurs chances de réussite au Canada seraient relativement faibles compte tenu du coût élevé de la vie.

« Oui, je pense qu'il est important d'accepter des gens qui ne sont pas super spécialisés... C'est une bonne chose d'accepter des gens qui ressemblent davantage à des gens ordinaires et non à des gens très instruits. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« C'est difficile parce que beaucoup de ces emplois dans le commerce de détail et la restauration rapide, malheureusement, ne sont pas très bien rémunérés, surtout avec le coût de la vie, l'inflation et le logement. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Nous en avons certainement besoin; nous avons besoin de gens qui travaillent chez Starbucks, pour que nous puissions y aller. Je comprends le raisonnement, mais je pense que ce n'est pas correct, à moins que ces emplois soient mieux rémunérés. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« Bien moi, je trouve qu'il manque beaucoup, premièrement, de beaucoup dans les hôpitaux. Ça, il en manque énormément, mais de quoi qu'il n'y a pas beaucoup de monde qui passe, c'est les camionneurs. Ça, il y en a de moins en moins, puis veux pas, on ne peut pas toujours accueillir du monde qui ont des PhD puis des doctorats, etc., fait que pour quelqu'un que lui, pour X, Y raisons décide de venir au Canada, s'il n'a pas, on va dire, un secondaire 5, etc., on peut l'envoyer vers des affaires comme ça qui ne demandent pas grand-chose. Tu sais, un plombier, ça ne demande pas grand-chose, électricien, c'est tous des métiers que tu peux apprendre sans avoir un secondaire 5, sans avoir, tu sais, juste la logique. » (Petits centres du Québec – population générale)

Bien que la question ne soit pas spécifiquement posée, dans de nombreuses discussions, en particulier dans les groupes de nouveaux immigrants, il a été mentionné que la reconnaissance des titres de compétences et de l'expérience de travail acquis à l'étranger posait des défis, ce qui a fait en sorte que de nombreux immigrants qualifiés sont sous-employés ou travaillent dans des emplois moins bien rémunérés à l'extérieur de leur domaine d'expertise.

« À l’heure actuelle, l’un des problèmes n’est pas que nous n’avons pas suffisamment d’infirmières qualifiées; c’est que les associations ici ne qualifient pas les infirmières d’autres pays, alors même si nous parlons de ce dont nous avons besoin, le gouvernement doit franchir cette deuxième étape. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« À la recherche d’un emploi dans n’importe quelle capacité clinique en Ontario, dans la RGT [région du Grand Toronto], on se fait toujours dire « quelle expérience canadienne avez-vous »... Compte tenu de ce qu’il faudrait pour que je redevienne admissible, il faudrait que je retourne aux études. Je n’ai pas l’argent, je n’ai pas les années qu’il me reste dans la vie pour me qualifier de nouveau. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

Projet pilote sur la voie d’accès à la mobilité économique

La prochaine partie de la discussion a porté sur le Projet pilote sur la voie d’accès à la mobilité économique, qui aide les réfugiés de l’étranger qui ont des compétences et des qualifications à trouver un emploi au Canada et à immigrer de façon permanente au Canada à titre de travailleurs qualifiés.

Cette approche était généralement perçue comme une solution avantageuse pour tous. Les participants ont expliqué que les réfugiés seraient en mesure de se sortir des situations difficiles où ils se trouvent et qu’ils auraient de bonnes chances de réussir au Canada avec le soutien qui leur serait offert, et que leurs compétences profiteraient à la société canadienne en plus d’aider à combler les pénuries de main-d’œuvre.

« Je veux dire, c’est une bonne chose, ils sont déplacés de tout ce qu’ils ont connu et si nous avons une place pour eux, alors pourquoi pas. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Le Canada a besoin de quelqu’un... un réfugié a vraiment besoin de quelque chose; c’est un jumelage parfait. Quelqu’un a une compétence dont nous avons besoin; il a besoin de quelque chose, il n’y a rien de mieux. Cela me semble être un programme parfait. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« J'ai l'impression que ça règle deux problèmes à la fois. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Bien moi, je pense, c'est absolument génial. Tu sais, ça aide aux autres en même temps que ça aide à nous autres. Tu sais, ça offre une solution aux deux bords, donc pour moi, c'est génial. » (Communautés francophones hors Québec – population générale)

Les participants avaient souvent des questions au sujet du programme, se demandant si cela faisait en sorte que le système de détermination du statut de réfugié était à deux vitesses ou si le Canada choisissait les « meilleurs » réfugiés et en laissait d'autres de côté. Quelques-uns s'inquiétaient de la possibilité d'abus de la part des employeurs une fois que les réfugiés s'établiraient au Canada, en profitant de personnes désespérées, ou des problèmes que ces personnes pourraient avoir à faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers.

« Un réfugié doit déménager dans un pays comme le Canada, peu importe ses compétences, parce qu'il doit se déplacer en raison de la situation dans son pays. Avec ce projet pilote, le Canada est-il en train de dire que nous choisissons le réfugié que nous voulons accueillir? » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« Est-il éthique d'exiger en quelque sorte que les réfugiés soient qualifiés ou est-ce plutôt, vous savez, que nous devrions accueillir ces personnes parce qu'elles sont des réfugiés et qu'elles ont besoin d'un nouvel endroit où vivre? » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

« Bien sûr, le diable est dans les détails et je suis toujours préoccupé par des programmes comme celui-ci qui attirent les gens et... les exploitent. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Je trouve, tu sais, c'est une bonne idée sauf que tu sais, partir un projet pilote, pourquoi on ne règle pas le problème de ceux qui sont déjà ici ? Qui essaient de se qualifier, de se faire, d'avoir leur équivalence ou quoi que ce soit, parce que tu sais, c'est comme donner une gifle à quelqu'un qui est déjà ici, puis dire « bien, tu sais, tu es déjà soi-disant intégré, puis on va te laisser exemple faire ton travail de taxi ou manufacture, mais les prochains qui vont rentrer, on va les donner un avantage. » (Montréal – population générale)

Immigration francophone

La Stratégie en matière d'immigration francophone du Canada a été présentée aux participants de la façon suivante :

Le gouvernement du Canada a créé une Stratégie en matière d'immigration francophone, afin d'assurer la vitalité des communautés francophones hors Québec. Elle vise à :

- atteindre la cible de 4,4 % d'immigrants francophones qui s'établissent à l'extérieur du Québec
 - favoriser l'intégration des nouveaux arrivants francophones et les inciter à rester au pays
 - renforcer la capacité des communautés francophones d'accueillir des immigrants
-

Dans l'ensemble, cette stratégie a suscité peu de grandes préoccupations, surtout parmi les participants à l'extérieur du Québec. Le fait que le Canada soit officiellement un pays bilingue a souvent été soulevé à l'appui de la stratégie.

« Je l'appuie parce que, vous savez, nous avons deux langues officielles ici, le français et l'anglais, et il est logique de cibler ces deux locuteurs. C'est la bonne chose à faire. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

Je pense que c'est positif. Je pense que nous ne célébrons pas suffisamment la communauté francophone. » (Centres de taille moyenne de l'Ontario – population générale)

Cependant, de nombreux participants étaient neutres à ce sujet, surtout parce qu'ils n'y avaient pas beaucoup réfléchi. Certains se demandaient également si la stratégie s'attaquait à un gros problème de la société canadienne qui devait être réglé. De plus, certains ont dit que ce n'était peut-être pas la meilleure solution ou la solution la plus logique et que s'il y avait un véritable problème avec la diminution du nombre de francophones, on pourrait peut-être le régler en encourageant plus de Canadiens à parler français.

« On pourrait peut-être m’informer à ce sujet, mais je n’ai jamais pensé aux communautés francophones qui ont besoin de plus de francophones. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

L’idée que cela aiderait à rétablir ou à maintenir le poids démographique des francophones hors Québec était comprise et généralement bien accueillie. L’appui à la stratégie était assez fort chez les francophones hors Québec. On avait l’impression que pour un pays bilingue, c’était la bonne chose à faire pour que les choses restent ainsi et que les communautés francophones à l’extérieur du Québec reçoivent cet appui pour les aider à survivre et à prospérer. Pour plusieurs, la stratégie semblait avoir du sens seulement si l’intention était d’encourager les immigrants francophones à s’établir dans des communautés où il y avait déjà une espèce de présence francophone et de système de soutien.

« Je pense que c’est une bonne chose parce qu’il y a beaucoup de communautés francophones à l’extérieur du Québec de toute façon, et je pense que ces communautés sont en train de s’amenuiser également, alors il serait vraiment bon d’avoir plus de gens pour soutenir la langue et la maintenir dans ces communautés. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

« Je trouve que ce programme-là est super ! Comme les autres ont dit, oui, c’est une nécessité, mais il faudrait aussi que le gouvernement aide à promouvoir les services en français, les organismes francophones, les choses pour attirer les immigrants ici parce que s’ils parlent uniquement français, ça va être très difficile de se trouver un emploi parce qu’on n’a pas assez de français pour ça, mais il y a des associations francophones. Il y a des activités culturelles qui se font quand même, mais ces petites organisations-là, organismes-là ont de la difficulté à le promouvoir. Donc, avec de l’aide, ça pourrait travailler ensemble, la collaboration, ça pourrait fonctionner mieux. » (Communautés francophones hors Québec – population générale)

Ceux qui ont exprimé des préoccupations au sujet de cette stratégie ont souvent dit qu’ils n’étaient pas certains qu’il était juste de qualifier les nouveaux immigrants uniquement en fonction de leurs compétences linguistiques, plutôt que de se concentrer sur leur contribution à la société canadienne d’autres façons.

« Je pense que nous devrions simplement faire venir des travailleurs qualifiés et ne pas chercher exclusivement des francophones. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

Quelques participants, souvent des francophones ou des personnes bilingues ou qui parlent aussi (quelque peu) le français ont également dit que les accents français de certains pays sont différents, ce qui pourrait constituer un obstacle à l'établissement dans les petites communautés, même pour les immigrants francophones. Dans le même ordre d'idées, certains participants étaient d'avis que le fait d'avoir une langue commune à lui seul ne suffirait pas nécessairement à faire en sorte qu'une petite communauté francophone soudée accepte les nouveaux arrivants francophones de partout dans le monde.

« Le français dans différents pays est totalement différent du français au Québec. J'ai appris le français parisien en Angleterre en grandissant là-bas et le français québécois est totalement différent, alors oui, il faudrait qu'il y ait quelque chose en place pour qu'ils puissent parler l'anglais ou le français canadien. » (Région du Grand Toronto – population générale)

Il a aussi été mentionné, notamment par les gens du Québec, que la cible de 4,4 % semblait élevée ou inatteignable si le Canada voulait aussi s'assurer que le Québec reçoive « sa juste part » d'immigrants francophones, parce qu'on a l'impression qu'une grande proportion des immigrants qui arrivent dans cette province ne parlent pas français.

« Le problème, c'est ce 4,4 % à l'extérieur du Québec, alors qu'ici, au Québec, c'est presque 0 % des immigrants qui parlent français à leur arrivée. Je ne sais pas s'ils pourront trouver 4 % des nouveaux immigrants au pays à l'extérieur du Québec. » (Anglophones au Québec et à Ottawa – population générale)

Communautés accueillantes

Lorsqu'on leur a demandé si les nouveaux immigrants faisaient de leur collectivité un meilleur endroit où vivre, la grande majorité des participants ont répondu que c'était le cas. La plupart du temps, c'est la diversité culturelle qui est valorisée, et de nombreux participants ont mentionné que c'est là l'essence du Canada et que la riche histoire d'immigration de notre pays et l'acceptation d'autres cultures font partie de ce qui les rend fiers d'être Canadiens. Le fait

d'apprendre d'autres cultures et de les connaître a également été mentionné comme un aspect positif de la présence de nouveaux immigrants dans leur collectivité.

« Ils apportent leur culture avec eux. Ils apportent leurs compétences, et l'intégration dans ma collectivité ne pose aucun problème. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

« C'est toujours formidable de connaître différentes personnes et leur culture. Ça vous sensibilise à ce qui se passe dans le monde. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Surtout pour les jeunes enfants qui ont tous ces camarades de différentes cultures dans leur salle de classe et qui deviennent amis, et je pense que cela rendra le monde beaucoup plus tolérant et ouvert à l'avenir. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

Les participants ont généralement l'impression de vivre dans des villes, des villages ou des collectivités accueillants. Souvent, les participants ont d'abord relevé le côté multiculturel de leur quartier, de leur village ou de leur ville. Par exemple, ils ont indiqué que le fait de voir que « tout le monde s'entend, vit ensemble, travaille ensemble et va à l'école ensemble » montrait que c'était un endroit accueillant. L'absence de comportements indésirables ou racistes l'a bien montré.

« Pour moi, ici à Vancouver, tout le monde est pareil et se traite de la même façon. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« Nous avons beaucoup de gens de toutes les races, surtout là où je travaille, à l'usine de fabrication... il y a des gens de toutes les races et tout le monde s'entend bien, la plupart du temps, très bien. » (Centres urbains des Prairies – population générale)

« Oui, bien, moi dans ma région, je trouve que c'est accueillant, mais ce que je trouve assez beau, c'est très accueillant, je dirais, plus au niveau de la population plus jeune. » (Montréal – population générale)

Lorsqu'on a demandé aux participants ce que cela signifiait d'autre « d'être accueillant » ou comment une collectivité pouvait le mieux démontrer qu'elle était accueillante, ils ont répondu que cela signifiait généralement que des efforts étaient déployés pour apprendre à connaître les

nouveaux arrivants et les soutenir, que ce soit au niveau individuel ou communautaire. Les exemples précis comprenaient le fait d'accueillir de nouveaux voisins et de leur demander s'ils avaient besoin d'aide, d'accueillir des familles de réfugiés, d'organiser des collectes de fonds ou d'articles ménagers et d'y participer, d'organiser des activités particulières dans les écoles, d'accueillir et de célébrer les nouveaux arrivants et les diverses cultures et religions, d'organiser des festivals culturels et d'établir des programmes spéciaux municipaux ou communautaires pour les nouveaux arrivants.

« Parce que nous sommes tous amicaux. Nous disons tous bonjour... Ça rend l'ambiance plus accueillante. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Je pense que l'accueil personnel est important, oh, j'ai un nouveau voisin, et dire, par exemple... puis-je vous montrer le quartier? Avez-vous des questions? C'est important. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Plusieurs initiatives artistiques ont en fait été lancées par des immigrants dans notre région, et il est même question d'avoir un nouveau centre communautaire où tout le monde peut aller pour obtenir de l'aide, du soutien. » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

« Comme ce que je vois ici, je peux vous donner des exemples réels. Premièrement, comme notre communauté francophone, on a un centre qui s'appelle l'Accueil francophone, donc tous les immigrants francophones qui arrivent au Manitoba passent par l'Accueil francophone. Ils sont associés à une famille qui prend soin d'eux, qui les montre où sont les choses. Ils vont même à travers une formation, un peu ce qu'on disait, comme au Canada, c'est comme ça, ne soyez pas choqué si les femmes sans... Comme il y a une adaptation à leur faire comprendre la culture. Alors tout ça, ça se passe dans la communauté francophone, c'est un établissement déjà. » (Communautés francophones hors Québec – population générale)

« La nourriture est un élément commun à tous les êtres humains. Rompre le pain avec son frère, sa sœur, est une expérience très enrichissante. Nous avons des jardins communautaires, les gens viennent ici, ils travaillent ensemble et nous préparons, si je puis m'exprimer ainsi, des repas

multiculturels ensemble... Ce sont de merveilleuses expériences. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Bien de notre côté, oui, il y a quand même les Maisons de la famille où est-ce que c'est quand même annoncé qu'il y a des activités surtout, c'est intéressant pour les nouveaux arrivants qui sont là avec les enfants, donc d'aller se rassembler là. Puis dans nos groupes Facebook aussi nous autres, c'est assez fort. Le groupe des Mamans de Ville-Saint-Laurent, puis des fois, il y a vraiment quelqu'un qui vient annoncer « oh, je connais une dame qui vient d'arriver avec ces deux enfants, ils ont un appartement, mais ils n'ont rien. » Puis là, ça se mobilise tout de suite. » (Montréal – population générale)

Certains participants, surtout dans les petites villes, ont dit qu'ils estimaient que leur collectivité n'était peut-être pas très accueillante. Ils ont parlé du fait que leur communauté était généralement encore assez blanche et que les nouveaux arrivants n'étaient pas toujours traités chaleureusement ou que les événements communautaires ne reflétaient pas ou n'honoraient pas nécessairement des cultures ou des religions différentes. Les participants des milieux urbains ont également dit savoir ou supposer que, même si leur expérience dans la ville était accueillante, ce n'était pas nécessairement le cas dans les petites villes ou les régions rurales du comté.

« La petite ville d'où je viens, même si j'y allais aujourd'hui, je pourrais encore constater la stigmatisation. Ils ne sont pas aussi favorables à l'accueil des immigrants. » (Centres urbains des Prairies – population générale)

« Je pense que l'un des exemples du manque d'engagement communautaire ici, c'est la Downtown Business Association, qui organise plusieurs événements. Ils sont toujours très axés sur les Blancs chrétiens, ils organisent le défilé du père Noël au centre-ville, mais ils ne font rien pour Diwali, Kwanzaa ou Hanoukka. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

Pour ce qui est de savoir qui devrait jouer un rôle de chef de file dans l'accueil des nouveaux immigrants, on était fortement d'avis que le gouvernement du Canada devrait travailler en tandem avec les intervenants locaux ou communautaires et les appuyer, principalement en finançant ces programmes. Le gouvernement du Canada était considéré comme le bon

intervenant pour fournir un soutien initial, comme de l'aide pour la documentation, les questions administratives et la recherche d'un emploi et d'un logement, puis pour assurer une transition ou une introduction aux systèmes de soutien municipaux, locaux ou communautaires. On a laissé entendre que son rôle était de sensibiliser les nouveaux arrivants aux services locaux et aux programmes ou groupes communautaires et de les aider à les financer pour en faire une réussite.

« Je pense qu'il est à peu près impossible d'exclure complètement les différents organes du gouvernement du processus parce que, bien sûr, ce sont eux qui s'occupent de la paperasse. » (Ouest et Nord du Canada – Autochtones)

Cependant, on a dit qu'il valait mieux laisser la partie « accueillante » aux gens et aux organismes de la collectivité, puisqu'ils connaissent le mieux leurs gens, leurs services et leurs ressources. Si les gouvernements participaient officiellement à l'accueil des nouveaux arrivants, les participants étaient généralement d'avis que les administrations municipales seraient mieux placées que le gouvernement fédéral. En fait, certains ont dit que leur municipalité ou leur mairie était l'hôtesse d'événements d'accueil officiels.

« [Ça] devrait être la collectivité, et le gouvernement devrait appuyer financièrement ces initiatives. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« La collectivité constate les besoins et a les gens sur le terrain pour y répondre. [...] le gouvernement doit donner de l'argent pour répondre aux besoins. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

« Idéalement, c'est une sorte de mariage des deux. Le gouvernement crée des infrastructures pour que les membres de la collectivité puissent participer... Le gouvernement ne peut pas intégrer les gens; les gens doivent s'intégrer mutuellement. » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Bien moi, je pense plutôt que ça devrait partir des communautés. Le rôle du gouvernement, ça devrait peut-être être un rôle de consultation des communautés, des différents membres des communautés qui veulent s'impliquer, puis qui veulent aussi apporter des idées, apporter des opinions. Puis, que ça serait à partir des communautés, je pense, que ça

devrait se faire. Puis, le gouvernement, bien s'il a un rôle, je pense, ça serait de consulter justement les communautés, puis tu sais, c'est un peu comme dans l'éducation. Tu sais, ça part d'en haut, puis ça s'en va en bas. » (Petits centres du Québec – population générale)

« Bien pour moi, c'est effectivement, c'est les groupes communautaires puis les individus parce que c'est eux qui sont aux premières loges, la première ligne. Mais évidemment, pour rejoindre le point plus tôt, il faut les financer, il faut les soutenir, donc qu'ils arrêtent de courir après l'argent pour faire ça. » (Montréal – population générale)

Expériences des nouveaux arrivants

On a demandé aux nouveaux arrivants de partager leurs expériences avec les services auxquels ils auraient pu avoir accès après leur arrivée.

Bien que tous les participants n'aient pas profité de ces services, les commentaires de ceux qui les avaient utilisés étaient très positifs. Ils estimaient que dans les régions où du soutien est offert, cela aide beaucoup à s'établir au départ.

« Je reçois la liste des renseignements avec le courriel et je passe en revue tous les éléments. Je pense que cela est très utile si vous lisez bien ce courriel et prenez connaissance de toute cette information. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« Je me souviens d'avoir reçu beaucoup d'information par courriel au sujet de l'utilisation des services aux nouveaux immigrants, notamment pour l'apprentissage du français, et j'étais enthousiaste à l'idée de le faire. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« Tous les renseignements fournis durant le processus de demande de RP [résidence permanente] ». (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

Bien qu'on ait eu l'impression que les ressources disponibles pour aider les nouveaux arrivants à répondre à leurs besoins particuliers étaient utiles et que les choses les plus fondamentales et les plus importantes étaient bien organisées (comme obtenir un numéro d'assurance sociale ou

une carte d'assurance maladie), certains avaient encore l'impression qu'il y avait beaucoup de choses qu'ils devaient trouver eux-mêmes, ce qui était souvent assez intimidant.

Après un examen plus approfondi, les exemples où il manquait de soutien comprenaient principalement des éléments liés à « la compréhension du fonctionnement de la société et des systèmes canadiens ». À titre d'exemples précis, mentionnons l'aide financière, notamment pour la compréhension du régime fiscal, des fiches de paie ou des programmes gouvernementaux comme le REER, et l'aide à s'y retrouver dans le Medical Services Plan (MSP) de Colombie-Britannique à l'arrivée. La recherche d'un logement et d'un emploi comportait aussi des défis, et on avait l'impression que le gouvernement n'en faisait pas assez pour les aider, surtout en ce qui concerne la recherche d'un emploi. Certains ont mentionné que le gouvernement pourrait en faire plus pour aider les nouveaux arrivants, par exemple, en rédigeant leur curriculum vitae d'une façon que les employeurs canadiens aiment, ou en les préparant à leurs entrevues d'emploi. Il y avait aussi des préoccupations concernant le soutien à la reconnaissance des titres de compétence étrangers.

« Nous avons besoin de savoir, par exemple, comment ouvrir des comptes bancaires, comment prendre l'autobus. Ce sont des choses vraiment fondamentales mais qui sont difficiles quand on arrive dans un nouveau pays, alors sans ami, c'était plus que difficile, en fait. » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

« Même si mon conjoint est Canadien, j'ai trouvé que le régime d'assurance santé, le REER et les impôts étaient vraiment déroutants. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« Je pense qu'ils doivent être mieux organisés et aider les nouveaux arrivants à tout connaître sur la ville, l'endroit où ils vivent et ce qu'ils doivent faire à propos de tout, de l'éducation, du logement. » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

« Je pense que j'aurais eu le plus besoin d'aide pour en apprendre davantage sur le régime fiscal, le système de santé ou sur la situation des pensions — cette information n'était pas facilement accessible. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

Bien que certains aient dit que le gouvernement fédéral devrait faire mieux et combler ces lacunes, d'autres ont dit qu'un tel soutien pourrait également être offert dans les centres pour

nouveaux arrivants, qui pourraient ou non être financés ou gérés par le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a posé des questions au sujet des centres pour nouveaux arrivants, les quelques participants qui les avaient utilisés ont donné des commentaires mitigés, et certains ont dit qu'ils étaient utiles à certains égards, par exemple pour aider à la recherche d'emploi, tandis que d'autres étaient d'avis qu'ils n'offraient pas les services dont ils avaient besoin ou qu'ils ne le faisaient pas autant qu'ils l'avaient espéré.

Ceux qui n'avaient pas eu recours aux services aux nouveaux arrivants ont souvent dit qu'ils avaient été informés de leur existence au moyen de trousseaux d'information ou de courriels à leur arrivée au Canada. En général, les membres de la famille ou d'autres membres de la collectivité qui se trouvaient déjà au Canada et qui s'étaient installés avant eux les aidaient à s'y retrouver. Lorsqu'on leur a demandé comment IRCC devrait communiquer les services qu'il offre aux nouveaux arrivants, les communications électroniques ont été considérées comme la meilleure approche, car les demandeurs sont habituellement impatients d'ouvrir les courriels d'IRCC. D'autres ont suggéré qu'il devrait y avoir plus de communication avec les nouveaux arrivants avant leur arrivée au Canada et qu'il devrait y avoir plus d'information sur la reconnaissance des titres de compétence.

« Mes cousins et ma famille étaient déjà ici, alors je n'ai pas eu trop de problèmes. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« La moitié de tout ce dont nous avons besoin, c'était du bouche-à-oreille, alors nous avons parlé avec nos amis parce qu'il n'est pas facile de consulter toute la documentation ou les sites Web et de tout chercher. » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

Les nouveaux arrivants ne connaissaient pas les ressources en santé mentale qui leur étaient offertes, bien qu'elles aient été jugées importantes.

Quand le temps est venu de décider où vivre au Canada, la plupart des participants se sont rendus dans des villes ou des villages où ils avaient déjà un lien, principalement parce qu'ils avaient des membres de leur famille ou des amis qui habitaient déjà là-bas et qui les soutenaient pendant leur établissement. Certains ont dit être venus à un certain endroit parce qu'ils croyaient qu'ils y trouveraient facilement un emploi, alors que d'autres avaient déjà un emploi ou venaient étudier dans une ville donnée. Quelques participants s'étaient établis dans une province en particulier parce qu'ils étaient venus au Canada dans le cadre d'un programme provincial, tandis que la météo a également joué un rôle dans le choix de l'endroit où ils vivraient

(c.- à- d. qu'ils voulaient éviter les endroits où les conditions hivernales étaient les plus mauvaises). Quelques participants ont également mentionné que, même s'ils s'étaient initialement établis dans une petite ville, ils ont fini par devoir déménager dans une plus grande ville afin de trouver un (meilleur) emploi.

« Je pense que le secteur de Brampton offre beaucoup de possibilités d'emploi, alors c'est essentiellement ce qui m'a attiré ici. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« Mes cousins et ma famille vivaient déjà ici. C'était un motif parce que, du moins au début, vous avez besoin de soutien; ils étaient déjà ici. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« En fait, nous avons décidé de venir à Vancouver uniquement en raison des conditions météorologiques. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« J'ai pensé à l'Alberta. Il y avait plus de possibilités d'emploi dans mon domaine, mais ma petite fille n'a jamais vraiment bien supporté le froid. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

D'autres n'étaient pas eux-mêmes les décideurs. Par exemple, des immigrants plus jeunes sont arrivés avec leurs parents, tandis que d'autres ont suivi un conjoint qui avait une possibilité d'emploi dans une ville donnée.

« De toute évidence, mes parents ont pris la décision parce que nous étions jeunes à ce moment-là, mais mon oncle vivait déjà dans la région, alors nous nous sommes simplement établis ici parce qu'il y avait déjà de la famille. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

On a demandé aux nouveaux arrivants ce qu'ils auraient aimé savoir à l'avance au sujet de l'endroit où ils s'étaient établis. Dans l'ensemble, ils estimaient avoir pris la bonne décision, compte tenu de leur situation, et qu'il n'y avait rien de particulier à leur emplacement qui les avait déçu ou surpris. S'il y avait des inconvénients, ils n'étaient généralement pas liés à l'endroit où ils vivaient en particulier, mais plutôt perçus comme des inconvénients liés à l'immigration au Canada en général, comme des problèmes liés au système de soins de santé ou à la recherche d'un emploi. Quelques inconvénients ont été mentionnés : ils auraient aimé vivre plus près de

leur famille parce qu'il s'agissait encore d'une grande distance entre l'endroit où ils habitaient dans la région du Grand Toronto et la région où vit la plus grande partie de leur famille, alors qu'une autre participante a ajouté qu'elle aurait aimé savoir que les services de garde d'enfants seraient difficiles à trouver et coûteux dans sa collectivité du Nouveau-Brunswick.

Soutenir le peuple ukrainien et l'autorisation de voyage d'urgence entre le Canada et l'Ukraine

Le dernier sujet abordé était le fait que les Ukrainiens viennent au Canada depuis l'invasion russe en février 2022. Même si tous les participants étaient au courant de cette situation, seuls quelques-uns avaient entendu des nouvelles ou des faits nouveaux à ce sujet. Les commentaires étaient plus souvent liés à ce qu'ils voyaient autour d'eux dans leur collectivité ou sur les médias sociaux qu'à des nouvelles récentes dans les médias.

« Je vois beaucoup de choses à ce sujet sur les médias sociaux parce qu'au niveau communautaire, il y a beaucoup d'organisations locales qui aident les gens en Ukraine, et nous avons ce groupe Facebook... c'est davantage un effort communautaire. » (Centres urbains du Canada atlantique – population générale)

« Je sais qu'il y a beaucoup d'Ukrainiens qui viennent ici et je ne pense pas que nous ayons été informés du nombre d'Ukrainiens qui sont ici. » (Région du Grand Toronto – population générale)

On ne savait pas non plus que plus de 100 000 Ukrainiens et leurs familles étaient venus au Canada depuis l'invasion. Lorsqu'on leur a demandé s'ils appuyaient cette approche en général ou s'ils avaient des préoccupations particulières, la plupart des participants ont dit qu'ils soutenaient l'idée que le Canada accueille les réfugiés ukrainiens touchés par la guerre à n'importe quel niveau. C'était considéré comme la bonne chose à faire pour le Canada dans ces circonstances.

« ...J'ai été surpris lorsque vous avez dit 100 000 pour vous dire la vérité, mais je n'ai aucun problème avec ça et je crois que c'est la bonne chose à faire de les aider, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus besoin de notre aide. » (Centres de taille moyenne de l'Ontario – population générale)

« J'ai l'impression que c'est la seule situation où les règles, les cibles et tout le reste ne devraient pas s'appliquer. C'est plus une question de décence humaine qu'autre chose. » (Anglophones au Québec et à Ottawa – population générale)

« Cela me donne un peu de fierté parce que ça montre que le Canada fait sa part. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« Bien moi, je suis complètement d'accord avec ça. Je me mets toujours dans la peau de si ça nous arriverait à nous, bien on serait heureux, tu sais, d'être capable d'embarquer nos enfants, puis de quitter, d'aller dans un autre pays qui va nous accueillir. Puis tu sais, je sais qu'il y a beaucoup de familles qui ont ouvert leurs maisons, qui leur ont laissé leur sous-sol. J'en suis beaucoup de familles ukrainiennes sur les réseaux sociaux, justement, puis ça va très bien pour eux. » (Petits centres du Québec – population générale)

Seuls quelques participants ont soulevé des préoccupations, se demandant parfois si le nombre d'Ukrainiens avait une incidence sur le nombre de réfugiés ou d'immigrants que le Canada acceptait d'autres régions du monde, ou si cela retarderait (davantage) l'immigration d'autres personnes qui attendaient depuis plus longtemps de pouvoir venir au Canada.

« J'avais une question au sujet de... qu'en est-il de nos amis afghans qui attendent que leurs parents viennent ici? » (Agglomération de Vancouver – population générale)

Lorsqu'ils ont réagi au chiffre de plus de 100 000, certains ont demandé comment il se comparait au nombre d'Ukrainiens que d'autres pays avaient acceptés, et quelques-uns ont dit que ce devrait être d'abord et avant tout aux pays voisins de les accueillir plutôt qu'au Canada. D'autres ont répliqué en disant que le Canada avait déjà une très grande diaspora ukrainienne et qu'il était donc logique pour eux de venir en grand nombre ici et de trouver une communauté familière et le soutien dont ils ont besoin pour réussir.

« Je veux dire, nous avons une importante population ukrainienne au Canada, alors c'est probablement un facteur. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Je pense que nous avons l'obligation de le faire, compte tenu de ce qu'ils vivent là-bas. La Saskatchewan compte une importante population d'origine ukrainienne et je pense qu'elle est accueillie à bras ouverts dans cette province. » (Centres urbains des Prairies – population générale)

De plus, certains participants ont soulevé les mêmes préoccupations au sujet d'un afflux important de nouveaux arrivants de l'Ukraine qu'ils l'ont fait lors de conversations précédentes, en mettant en garde contre le fait que certains secteurs de la société canadienne sont déjà en difficulté et le deviendraient davantage avec un plus grand nombre de personnes.

« Je suis d'origine ukrainienne, alors je suis tout à fait en faveur de les faire venir ici... ma seule préoccupation concerne encore une fois le logement. Je suis tout à fait d'accord, mais est-ce bien fait? » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

Très peu de participants étaient au courant de l'existence du programme conçu expressément pour aider les ressortissants ukrainiens et leurs familles à venir au Canada rapidement et à recevoir du soutien une fois arrivés au pays (l'AVUCU). On a expliqué ce qui suit à tout le

En mars 2022, le gouvernement du Canada a créé un programme pour offrir aux ressortissants ukrainiens et aux membres de leur famille des visas de visiteur prolongés qui leur permettent de travailler, d'étudier et de rester au Canada jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité. Cela signifie que les Ukrainiens ne sont pas amenés au Canada comme réfugiés, contrairement à la plupart des Afghans qui n'ont pas obtenu la résidence permanente au Canada.

monde :

Cette approche a été généralement appuyée, car les participants ont compris qu'il s'agissait d'une façon d'accélérer l'entrée des Ukrainiens et de leur permettre de « se mettre à la tâche dès leur arrivée ». L'idée de leur permettre de travailler immédiatement, en particulier, a été appréciée à la lumière des pénuries de main-d'œuvre, tout comme l'idée qu'ils contribueraient à la société canadienne plutôt que d'être potentiellement un fardeau pour le système.

« C'est une bonne chose si cela accélère le temps de traitement et tout le reste. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

« Je pense que c'est une bonne chose que le gouvernement ait accordé [...] un visa prolongé [...] de sorte qu'ils ne viennent pas seulement ici pour rester et percevoir de l'argent, comme quelqu'un l'a mentionné, mais qu'ils soient productifs et utiles au système. » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

Cependant, l'initiative a également soulevé un certain nombre de questions, et comme cette information était nouvelle pour la plupart, la rétroaction était quelque peu limitée. Beaucoup se demandaient comment on le déterminerait ou qui déterminerait à quel moment il serait sécuritaire de retourner. Certains ont laissé entendre que, même lorsque la guerre sera officiellement terminée, ce ne sera peut-être pas sécuritaire ni une bonne idée de retourner dans un endroit qui a été gravement endommagé par l'invasion; ils ne pourront pas reprendre facilement leur vie, et le stress post-traumatique peut rendre le retour dangereux sur le plan de la santé mentale.

« Je suis désolé, c'est une question, y a-t-il une limite de temps pour leur statut? » (Région du Grand Toronto – population générale)

« Je vois, mais vont-ils être forcés de partir? » (Petits centres de l'Ouest canadien – population générale)

« J'aimerais savoir comment on décidera ou qui décidera et prendra la décision qu'il est sécuritaire pour eux de retourner et qu'ils ne peuvent plus être titulaires d'un visa de visiteur. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

Dans plusieurs groupes, les participants se sont demandé pourquoi cette approche était différente pour les Ukrainiens que pour les réfugiés d'autres pays dans des situations semblables, comme l'Afghanistan ou la Syrie.

« Je me demande simplement pourquoi l'Ukraine et non la Syrie, ou pourquoi l'Ukraine et aucun autre endroit où il y a de graves problèmes de réfugiés. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Je suis simplement curieux. Je ne sais pas grand-chose à ce sujet, mais je me demande pourquoi nous avons adopté une approche différente avec les

Ukrainiens par rapport aux autres réfugiés. » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

De plus, on a souvent demandé ce qui arriverait à ceux qui ne veulent pas retourner, qui préféreraient rester au Canada. On avait l'impression que plus la guerre dure longtemps et plus les visiteurs ukrainiens s'intègrent à la société canadienne, plus il pourrait être avantageux pour eux et pour la société canadienne qu'ils restent. La plupart des participants étaient d'avis que, en principe, puisque de nombreux Ukrainiens travaillent ou fréquentent l'école au Canada, se sont installés avec succès et contribuent à la société canadienne et, en fin de compte, « se sont enracinés ici », ils devraient être autorisés à rester s'ils le voulaient.

« Je serais curieux de savoir, s'ils tombent amoureux de la vie au Canada, quelles sont leurs chances de rester ici s'ils choisissent de le faire. » (Centres urbains des Prairies – population générale)

À ce moment-là, certains ont dit que le Canada avait fait ce qu'il fallait pour agir immédiatement, mais qu'il devenait évident qu'il n'y avait pas de véritable plan à plus long terme. Dans l'ensemble, cela a été compris, bien que ça ait soulevé de nouveau des questions.

« Je pense à la planification, au plan de prévoyance ou au plan B, si la guerre dure deux ans, trois ans, cinq ans, quelque chose comme ça... Je pense que le gouvernement canadien, comme celui de bien d'autres endroits, devra évoluer à mesure que les situations changeront, et le plan aussi devra évoluer. » (Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants)

« C'est vraiment bizarre pour moi qu'il n'y ait pas eu de structure, ils ont besoin d'une sorte de modèle à suivre, parce que cela ne va pas s'arrêter. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

Quelques personnes ont soulevé des préoccupations au sujet de la rapidité avec laquelle le programme a été mis en œuvre, ce qui a amené certains à se demander si des vérifications appropriées des antécédents avaient été effectuées. Ils estimaient qu'en raison de la rapidité avec laquelle un grand nombre de nouveaux arrivants étaient autorisés à entrer au pays, le Canada risquait d'être victime d'abus du programme et d'accueillir par inadvertance un criminel ou un élément indésirable au pays.

« ... y a-t-il un processus de contrôle pour certaines de ces personnes qui sont amenées ici? Savons-nous vraiment qui nous faisons venir? Donc, même si l'initiative est bonne et que l'intention est parfaite, avons-nous des systèmes en place pour faire toutes ces vérifications? » (Centres urbains de l'Alberta – population générale)

« Comment ces gens sont-ils contrôlés? » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

En réponse à la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait mettre en place un programme spécial pour permettre aux Ukrainiens qui sont venus en tant que visiteurs de longue durée de rester de façon permanente, les commentaires étaient partagés et de nombreux participants ne savaient pas quelle était la meilleure façon de procéder. Certains ont dit qu'étant donné qu'ils relevaient d'un programme spécial, il devrait aussi y avoir un programme de suivi spécial pour ceux qui veulent rester. Ils estimaient que ce groupe serait exceptionnellement bien placé pour rester au Canada et qu'il était « un bon choix », puisqu'ils contribuaient déjà à la société, en supposant qu'ils avaient trouvé un emploi ou qu'ils étaient aux études et qu'ils avaient trouvé un logement.

« Aussi bien continuer, parce que c'est comme si maintenant vous alliez dire, oh, maintenant vous devez retourner à l'arrière alors qu'ils étaient déjà en tête de file. Cela rend la tâche plus difficile. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

« Si vous avez un programme qui semble avoir été écrit au verso d'une enveloppe et que vous n'aviez pas vraiment prévu ce qui allait arriver, quelles en étaient les répercussions à long terme, et qu'il s'agit d'un programme spécial, il faudra aussi un programme spécial pour la PR [résidence permanente]. » (Petits centres de l'Ontario – population générale)

« Il devrait probablement y avoir une voie particulière pour eux, étant donné qu'ils... sont venus ici différemment, alors il devrait y en avoir une. » (Est du Canada et Ontario – Autochtones)

À l'inverse, de nombreux participants ont dit qu'ils devraient suivre les voies habituelles pour les résidents temporaires s'ils veulent présenter une demande de résidence permanente ou de citoyenneté. Cet argument a souvent été présenté dans l'optique de l'équité, à savoir qu'il ne

serait pas juste de donner à ce groupe un avantage par rapport à d'autres qui ont peut-être attendu plus longtemps et qui répondent aussi aux critères d'admissibilité.

« Je pense qu'une fois que la menace est terminée et qu'ils décident de rester ici, c'est très bien, mais passons par les voies appropriées, comme tout le monde l'a fait. » (Petits centres du Canada atlantique – population générale)

« Je pense qu'il serait juste de les mettre sur la même voie que les autres immigrants pour obtenir la résidence permanente. » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« C'est comme si on contournait la file de personnes qui attendent depuis des années d'immigrer. » (Anglophones au Québec et à Ottawa – population générale)

Lorsqu'on a demandé aux participants si l'approche adoptée pour les ressortissants ukrainiens devrait s'appliquer à d'autres personnes qui vivent dans des zones de conflit armé ailleurs dans le monde, les réponses ont été généralement positives, bien que l'idée ait soulevé de nombreuses questions, principalement en ce qui concerne les critères pour déterminer si le programme serait appliqué ou non. Par exemple, certains se sont demandé si les personnes fuyant des situations de guerre domestique ou civile en tant que réfugiés (plutôt que de fuir parce qu'elles sont envahies par un autre pays) seraient également admissibles à des visas de visiteur prolongés.

Ceux qui ont dit que cette approche devrait devenir universelle ont souvent pensé que ce serait la chose juste à faire.

« Je pense que s'ils veulent être justes, ils doivent aider les Ukrainiens et d'autres personnes dans d'autres zones de guerre, ou est-ce différent de toute autre guerre? » (Agglomération de Vancouver – nouveaux arrivants)

« Ça devrait pouvoir s'appliquer à d'autres peuples, d'autres pays, les ressortissants d'autres pays justement qui vivent des conflits armés, ou même qui vivent des situations difficiles au niveau du climat, par exemple. » (Petits centres du Québec – population générale)

« Pourquoi l'Ukraine, il y a d'autres points chauds politiques et des pays déchirés par la guerre dans le monde; pourquoi l'Ukraine, pourquoi pas la Birmanie, pourquoi pas les pays africains, pourquoi pas le Moyen-Orient? Vous le faites pour un, vous devez le faire pour tous. » (Mélange de petits centres – nouveaux arrivants)

On mentionne également que le gouvernement du Canada devrait évaluer le bon fonctionnement de ce programme et la façon dont il pourrait être amélioré dans des situations semblables à l'avenir, particulièrement en ce qui a trait à la mise en place d'un plan ou d'un programme cohérent plutôt que d'une initiative ponctuelle qui était perçue comme étant « construite au fur et à mesure. » Quelques-uns étaient d'avis que le programme pourrait représenter une évolution de l'approche globale de l'immigration au Canada. À l'inverse, certains ont dit que cela devrait être déterminé au cas par cas et ne pas devenir une nouvelle catégorie d'immigration qui serait appliquée de façon générale.

« Je pense que le gouvernement devrait peut-être établir son plan à l'avance avant que cela ne se reproduise. » (Centres urbains des Prairies – population générale)

« Je pense que nous devrions être aussi justes que possible envers tout le monde, mais je dirais au cas par cas. » (Agglomération de Vancouver – population générale)

Annexes

Annexe 1 – Méthodologie

La méthodologie de recherche comprenait 18 groupes de discussion en ligne. Les participants ont été recrutés dans l'ensemble du pays, dans les régions urbaines et les petites collectivités (y compris les collectivités du PPICRN). Les segments cibles comprenaient les publics suivants :

- Population générale – Canadiens anglophones et francophones
- Peuples autochtones – Premières Nations, Inuits et Métis
- Nouveaux arrivants – immigrants arrivés depuis 2012

Les discussions en groupe ont eu lieu en ligne du 23 janvier au 6 février 2023. Elles duraient habituellement 105 minutes. Quorus était responsable de la coordination de toutes les facettes du projet de recherche, y compris la conception et la traduction du filtre de recrutement et du guide de modération, la coordination de toutes les facettes du recrutement des participants, la coordination de la plateforme de groupes de discussion en ligne et la logistique connexe, la modération de toutes les séances et la production des rapports requis à la fin de la collecte des données.

La possibilité de mener cette recherche à l'aide d'une plateforme en ligne a accordé à l'équipe de recherche plus de souplesse et de latitude quant à l'échelle géographique qui pouvait être prise en compte, comparativement à une méthodologie faisant appel à la recherche dans les installations. La recherche a principalement porté sur un mélange de participants de toutes les régions du Canada, et certaines séances ont porté sur les grandes régions métropolitaines (p. ex. Agglomération de Vancouver), les petits centres urbains (p. ex. Calgary et Edmonton) et les petits centres. Lorsqu'il ciblait davantage les régions rurales et les petites collectivités, le filtre de recrutement comprenait une question qui vérifiait que le participant avait accès à une connexion Internet suffisamment fiable pour permettre la participation à une vidéoconférence.

Dans tous les groupes de discussion, l'objectif des efforts de recrutement était d'avoir un mélange de participants dans le segment donné. Le cas échéant, l'objectif était d'avoir une bonne représentation de l'âge, du sexe, du revenu, du niveau de scolarité et de la situation d'emploi. Pour les séances qui couvraient plus d'une province ou d'un territoire, l'objectif était d'avoir une représentation de chaque province et territoire dans la région donnée.

Les personnes invitées à participer aux groupes de discussion ont été recrutées par téléphone auprès du grand public, ainsi qu'à partir d'une base de données à participation volontaire.

Le questionnaire de sélection a été conçu avec des questions précises pour déterminer clairement si les personnes étaient admissibles au programme de recherche et pour assurer une bonne représentation entre les groupes démographiques.

En plus des critères généraux d'établissement du profil des participants mentionnés ci-dessus, la sélection a été effectuée pour assurer la qualité des participants, comme suit :

- Aucun participant (ni aucun membre de sa famille immédiate ou de son ménage) ne peut occuper un emploi qui a quoi que ce soit à voir avec le domaine de recherche (comme un agent d'immigration ou un bénévole pour les services d'établissement des immigrants), un emploi dans des ministères ou organismes gouvernementaux connexes, un emploi dans le domaine de la publicité, de la recherche en marketing, des relations publiques ou des médias (radio, télévision, journaux, production de films/vidéos, etc.), et aucun participant ayant déjà occupé de tels emplois.
- Aucun participant qui connaît un autre participant ne peut être sciemment recruté pour la même étude, sauf s'il participe à des séances différentes qui sont prévues séparément.
- Aucun participant qui a assisté à une séance de recherche qualitative au cours des six derniers mois ne peut être recruté.
- Aucun participant ne peut être recruté s'il a participé à cinq séances de recherche qualitative ou plus au cours des cinq dernières années.
- Aucun participant qui a assisté, au cours des deux dernières années, à une séance de recherche qualitative sur le même sujet général, tel que défini par le chercheur/modérateur, ne doit être recruté.

Pour chaque groupe de discussion, Quorus a recruté 8 participants pour atteindre de 6 à 8 participants par groupe de discussion.

Toutes les discussions de groupe ont eu lieu en soirée les jours de semaine à l'aide de la plateforme de conférence Web Zoom, ce qui a permis à l'équipe du client d'observer les séances en temps réel. L'équipe de recherche a utilisé la plateforme Zoom pour héberger et enregistrer les séances (au moyen de microphones et de caméras Web connectés aux appareils électroniques du modérateur et des participants, par exemple, les ordinateurs portatifs et les tablettes), permettant le visionnement à distance du client. Les participants recrutés se sont vu offrir des honoraires de 125 \$ pour leur participation.

Le recrutement des participants aux groupes de discussion a suivi les considérations relatives au filtrage, au recrutement et à la protection des renseignements personnels énoncées dans les

Normes pour la recherche sur l'opinion publique du gouvernement du Canada – Recherche qualitative. De plus, le recrutement a respecté les exigences suivantes :

- Pour chaque participant, tout le recrutement a été effectué dans la langue officielle de son choix, soit l'anglais ou le français, selon le cas.
- Sur demande, les participants ont été informés de la façon dont ils peuvent accéder aux résultats de la recherche.
- Sur demande, les participants ont reçu la politique de confidentialité de Quorus.
- Le recrutement a permis de confirmer que chaque participant avait la capacité de parler, de comprendre, de lire et d'écrire dans la langue dans laquelle la séance devait se dérouler.
- Les participants ont été informés de leurs droits en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information* et ont été assurés que ces droits étaient protégés tout au long du processus de recherche. Il s'agissait notamment d'informer les participants de l'objet de la recherche, d'identifier à la fois le ministère ou l'organisme parrain et le fournisseur de la recherche, d'informer les participants que l'étude sera mise à la disposition du public six mois après l'achèvement du travail sur le terrain par l'entremise de Bibliothèque et Archives Canada, et d'informer les participants que leur participation à l'étude est volontaire et que les renseignements fournis seront administrés conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

À l'étape du recrutement et au début de chaque discussion de groupe, les participants ont été informés que la recherche était pour le gouvernement du Canada. Ils ont également été informés de l'enregistrement de leur séance et de la présence d'observateurs du gouvernement du Canada. Quorus a veillé à ce que le consentement préalable soit obtenu à l'étape du recrutement.

Au total, 18 groupes de discussion en ligne ont été organisés avec 122 participants, conformément au tableau ci-dessous.

Date (2023)	Destinataires	Région	Langue	Nombre de participants
23 janvier	Population générale	Centres urbains du Canada atlantique	Anglais	7
23 janvier	Population générale	Metro Vancouver	Anglais	7
24 janvier	Population générale	Région du Grand Toronto	Anglais	7

Date (2023)	Destinataires	Région	Langue	Nombre de participants
24 janvier	Population générale	Centres urbains de l'Alberta (Calgary et Edmonton, y compris les communautés francophones accueillantes)	Anglais	7
25 janvier	Population générale	Petits centres de l'Ontario (y compris ceux du PPICRN et les communautés francophones accueillantes)	Anglais	8
25 janvier	Population générale	Petits centres de l'Ouest canadien (y compris ceux du PPICRN et les communautés francophones accueillantes)	Anglais	8
26 janvier	Population générale	Petits centres du Canada atlantique (y compris les communautés francophones accueillantes)	Anglais	5
26 janvier	Population générale	Centres urbains des Prairies (Winnipeg, Saskatoon et Regina)	Anglais	8
30 janvier	Nouveaux arrivants	Région du Grand Toronto	Anglais	8
30 janvier	Nouveaux arrivants	Metro Vancouver	Anglais	8
31 janvier	Population générale	Petits centres du Québec	Français	5
31 janvier	Nouveaux arrivants	Mélange de petits centres	Anglais	6
1 ^{er} février	Population générale	Montréal	Français	5
1 ^{er} février	Population générale	Communautés francophones hors Québec (y compris les communautés francophones accueillantes)	Français	7
2 février	Population générale	Anglophones au Québec et à Ottawa	Anglais	5
2 février	Population générale	Centres de taille moyenne de l'Ontario (Hamilton, Burlington, Kitchener-Cambridge-Waterloo, Guelph, St Catharines et Niagara; y compris les communautés francophones accueillantes)	Anglais	8
6 février	Peuples autochtones	Est du Canada et Ontario	Anglais	5
6 février	Peuples autochtones	Ouest et Nord du Canada (y compris les communautés francophones accueillantes)	Anglais	8

Avis de non-responsabilité sur la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à obtenir des points de vue et une orientation plutôt que des mesures quantitatives que l'on peut extrapoler. Le but n'est pas de produire des « statistiques », mais d'entendre toute la gamme des opinions sur un sujet, de comprendre le langage utilisé par les participants, d'évaluer les degrés de passion et d'engagement et de tirer parti du pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leur opinion, que ce point de vue soit partagé ou non par d'autres.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes de recrutement spéciales utilisées et des objectifs de l'étude eux-mêmes, il est clair que le travail en cours est de nature exploratoire. Les conclusions ne sont pas et n'étaient pas censées être applicables à une population plus importante.

Plus précisément, il est inapproprié de laisser entendre ou de supposer que peu (ou beaucoup) d'utilisateurs du monde réel se comporteraient d'une façon simplement parce que peu (ou beaucoup) de participants se sont comportés de cette façon pendant les séances. Ce genre de projection est strictement la prérogative de la recherche quantitative.

Annexe 2 – Instruments qualitatifs

Fourni sous une autre couverture.